

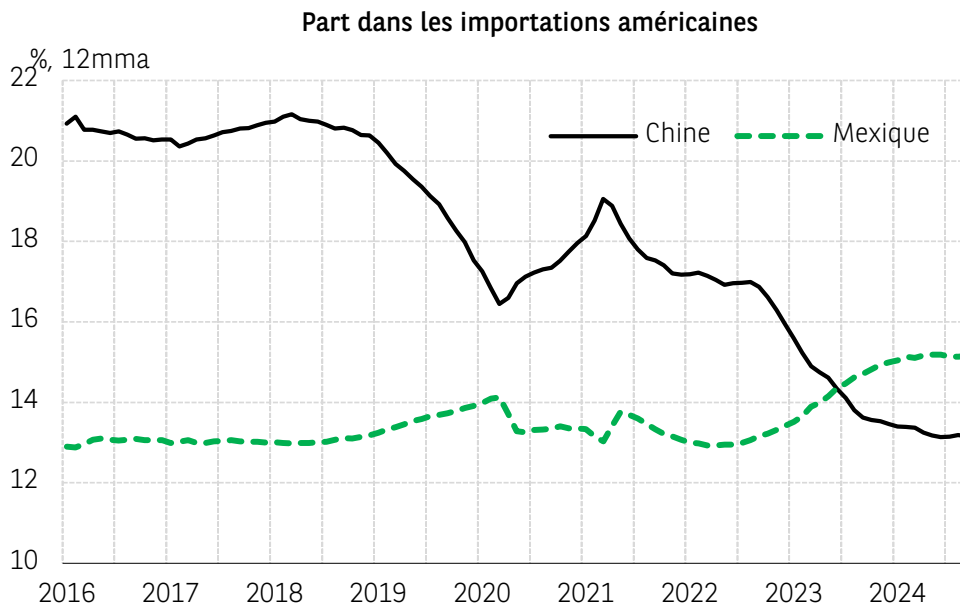
GRAPHIQUE DE LA SEMAINE



22 novembre 2024

ÉTATS-UNIS ET MEXIQUE : DES PARTENAIRES PARTICULIERS

Hélène Drouot



Sources : U.S. Census Bureau, BNPP

L'élection de Donald Trump à la tête des États-Unis fait craindre le renforcement des mesures protectionnistes. Des droits de douane seraient appliqués à l'ensemble des produits importés quelle qu'en soit la provenance. Outre la Chine, principal pays visé, les inquiétudes autour des conséquences macro-économiques et financières d'une telle politique ont singulièrement augmenté au Mexique.

En effet, le Mexique est désormais le premier partenaire commercial des États-Unis (15% des importations) devant la Chine (13%). Sa part de marché dans les importations totales américaines a progressé au cours des dix dernières années avec l'introduction de tarifs douaniers américains sur les produits chinois en 2018 (lors du 1^{er} mandat Trump), puis le raccourcissement des chaînes de valeur consécutif à la pandémie de Covid-19.

Les exportations mexicaines à destination des États-Unis (près de 85% du total, soit près de 30% du PIB) se sont diversifiées et leur part dans les chaînes de valeur connectées aux États-Unis a augmenté. La part de la valeur ajoutée mexicaine dans les exportations reste pourtant encore relativement faible (autour de 11% d'après la base de données Comtrade) et très en deçà de la moyenne des pays de l'OCDE (22%).

C'est dans ce contexte que vont prochainement s'ouvrir les négociations pour la révision du traité commercial UMSCA qui lie les États-Unis, le Mexique et le Canada, en vigueur depuis juillet 2020, et dont la révision est prévue pour la mi-2026. Les pressions de la future administration Trump sur le gouvernement mexicain sont déjà nombreuses. Les principales exigences portent sur le renforcement de la politique anti-immigration, un strict encadrement des importations de biens comprenant des intrants chinois et le contrôle des investissements chinois au Mexique (bien que ceux-ci restent modestes, avec moins de 2% des IDE totaux). La protection qu'offre le traité contre une hausse unilatérale des tarifs douaniers pourrait même être remise en cause par la réforme du système judiciaire mexicain en cours. Si cette dernière est effectivement appliquée, l'indépendance de la justice pourrait ne plus être garantie, ce qui représenterait une clause d'exclusion du traité commercial.

Il n'est pas possible pour l'instant de déterminer quelle stratégie sera retenue par le futur gouvernement Trump. Une dénonciation de l'accord commercial nous semble cependant très peu probable compte tenu de la forte intégration des deux économies. Bien que le rapport de force soit toujours en faveur des États-Unis, une réduction drastique des échanges commerciaux avec le Mexique pénaliserait les deux économies, surtout dans un contexte d'intensification des représailles commerciales vis-à-vis de la Chine (ou des autres pays émergents liés à la Chine). L'économie mexicaine serait toutefois plus durement touchée à court terme, en particulier via la dépréciation du change, l'inflation importée et la baisse des transferts de travailleurs étrangers.

helene.drouot@bnpparibas.com

ÉTUDES **E**CONOMIQUES



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

ECOCONJONCTURE

Analyse approfondie de sujets structurels ou d'actualité

ECOMERGING

Analyses et prévisions sur une sélection d'économies émergentes

ECOPERSPECTIVES

Analyses et prévisions des principaux pays, développés et émergents

ECOFASH

Un indicateur, un évènement économique majeur. Le détail ...

ECOWEEK

L'actualité économique de la semaine et plus...

ECOPULSE

Baromètre mensuel des indicateurs conjoncturels des principales économies de l'OCDE

ECOCHARTS

Panorama mensuel des dynamiques d'inflation au sein des principales économies développées

ECOTV WEEK

Quel est l'évènement de la semaine ?

La réponse dans vos deux minutes d'économie

EN ÉCO DANS LE TEXTE

Le podcast de l'actualité économique

Les informations et opinions exprimées dans ce document ont été obtenues de, ou sont fondées sur des sources d'information publiques réputées fiables, mais BNP Paribas ne garantit, expressément ou implicitement, ni leur exactitude, ni leur exhaustivité, ni leur mise à jour. Ce document ne constitue ni une offre, ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou autres placements. Il ne constitue ni du conseil en investissement, ni de la recherche ou analyse financière. Les informations et opinions contenues dans ce document ne sauraient dispenser l'investisseur d'exercer son propre jugement ; elles sont par ailleurs susceptibles d'être modifiées à tout moment sans notification et ne sauraient servir de seul support à une évaluation des instruments éventuellement mentionnés dans le présent document. Toute éventuelle référence à une performance réalisée dans le passé ne constitue pas une indication d'une performance future. Dans toute la mesure permise par la loi, aucune société du Groupe BNP Paribas n'accepte d'être tenue pour responsable (y compris en raison d'un comportement négligent) au titre de pertes directes ou découlant indirectement d'une utilisation des informations contenues dans ce document ou d'une confiance accordée à ces informations. Toutes les estimations et opinions contenues dans ce document reflètent notre jugement à la date de publication des présentes. Sauf indication contraire dans le présent document, il n'est pas prévu de le mettre à jour. BNP Paribas SA et l'ensemble des entités juridiques, filiales ou succursales (ensemble désignées ci-après « BNP Paribas »), sont susceptibles d'agir comme teneur de marché, d'agent ou encore, à titre principal, d'intervenir pour acheter ou vendre des titres émis par les émetteurs mentionnés dans ce document, ou des dérivés y afférents. BNP Paribas est susceptible notamment de détenir une participation au capital des émetteurs ou personnes mentionnés dans ce document, de se trouver en position d'acheteur ou vendeur de titres ou de contrats à terme, d'options ou de tous autres instruments dérivés reposant sur l'un de ces sous-jacents. Les cours, rendements et autres données similaires du présent document, y figurent au titre d'information. De nombreux facteurs agissent sur les prix de marché et il n'existe aucune certitude que les transactions peuvent être réalisées à ces prix. BNP Paribas, ses dirigeants et employés, peuvent exercer ou avoir exercé des fonctions d'employé ou dirigeant auprès de toute personne mentionnée dans ce document, ou ont pu intervenir en qualité de conseil auprès de cette (ces) personne(s). BNP Paribas est susceptible de solliciter, d'exécuter ou d'avoir dans le passé fourni des services de conseil en investissement, de souscription ou tous autres services au profit de la personne mentionnée aux présentes au cours des 12 derniers mois précédant la publication de ce document. BNP Paribas peut être partie à un contrat avec toute personne ayant un rapport avec la production du présent document. BNP Paribas est susceptible, dans les limites autorisées par la loi en vigueur, d'avoir agi sur la foi de, ou d'avoir utilisé les informations contenues dans les présentes, ou les travaux de recherche ou d'analyses sur le fondement desquels elles sont communiquées, et ce préalablement à la publication de ce document. BNP Paribas est susceptible d'obtenir une rémunération ou de chercher à être rémunéré au titre de services d'investissement fournis à l'une quelconque des personnes mentionnées dans ce document dans les trois mois suivant sa publication. Toute personne mentionnée aux présentes est susceptible d'avoir reçu des extraits du présent document préalablement à sa publication afin de vérifier l'exactitude des faits sur le fondement desquels il a été élaboré.

Ce document est élaboré par une société du Groupe BNP Paribas. Il est conçu à l'intention exclusive des destinataires qui en sont bénéficiaires et ne saurait en aucune façon être reproduit (en tout ou partie) ou même transmis à toute autre personne ou entité sans le consentement préalable écrit de BNP Paribas. En recevant ce document, vous acceptez d'être engagés par les termes des restrictions ci-dessus.

BNP Paribas est constituée en France sous forme de société anonyme, et agréée et supervisée en tant qu'établissement de crédit par la Banque centrale européenne (BCE) et en tant que prestataire de services d'investissement par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et l'Autorité des marchés financiers (AMF). Le siège social de BNP Paribas est situé au 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris, France.

Les informations contenues dans le présent document peuvent, en tout ou partie, avoir déjà été publiées sur le site

Pour les avertissements par pays (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suisse, Brésil, Turquie, Israël, Bahreïn, Afrique du Sud, Australie, Chine, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Singapour, Corée du Sud, Taiwan, Thaïlande, Vietnam) veuillez consulter le document suivant :

© BNP Paribas (2024). Tous droits réservés.

POUR RECEVOIR NOS PUBLICATIONS

ABONNEZ-VOUS SUR LE SITE ONGLET ABONNEMENT
voir le site des études économiques

ET

SUIVEZ-NOUS SUR LINKEDIN
voir la page **linkedin** des études économiques

OU TWITTER
voir la page **twitter** des études économiques



Bulletin publié par les Etudes Economiques – BNP PARIBAS
Siège social : 16 boulevard des Italiens – 75009 PARIS / Tél : +33 (0) 1.42.98.12.34
Internet : www.group.bnpparibas - www.economic-research.bnpparibas.com
Directeur de la publication : Jean Lemierre
Directrice de la rédaction : Isabelle Mateos y Lago



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change